

Déclaration du Bureau national du PARTI OUVRIER INDÉPENDANT

Réuni le 21 août, le Bureau national du Parti ouvrier indépendant partage l'indignation de tous les travailleurs, jeunes et démocrates devant l'avalanche des mesures discriminatoires annoncées par le gouvernement à l'encontre de secteurs entiers de la population.

Le Bureau national du POI fait sien le communiqué du 1^{er} août de ses secrétaires nationaux qui ont « mis en garde contre cette dérive qui menace toutes les libertés démocratiques », dérive dont le responsable est « le gouvernement (qui) cherche à désigner les boucs émissaires, à diviser la classe ouvrière et la jeunesse et donc à les détourner du nécessaire combat uni contre les plans anti-ouvriers, et en particulier pour le retrait de la contre-réforme des retraites ».

Le Parti ouvrier indépendant se prononce pour l'abrogation de toutes les mesures antidémocratiques et discriminatoires. Plus que jamais, l'issue est dans la réalisation de l'unité de toute la classe ouvrière et de la jeunesse contre les mesures antidémocratiques comme pour défendre et reconquérir l'ensemble des droits menacés.

Les travailleurs ne sont pas dupes. Aujourd'hui, les Roms, les étrangers naturalisés, les gens du voyage. Demain, d'autres secteurs de la classe ouvrière ou de la jeunesse, quelles qu'en soient les raisons, seront à leur tour désignés comme boucs émissaires. Cette politique de division vise à dresser les uns contre les autres les travailleurs et les jeunes en les enfermant dans des « communautés ».

Cette dérive ne relève pas d'un brusque vent de folie qui soufflerait sur le gouvernement. Elle répond à une logique politique. Une logique dictée par l'Union européenne, le Fonds monétaire international et toutes les institutions internationales de la classe capitaliste et tous ceux qui acceptent de s'y soumettre.

Le 7 septembre, s'ouvre à l'Assemblée nationale une session parlementaire dont l'ordre du jour prévoit :

- la contre-réforme Woerth qui vise à liquider tous les régimes de retraite et imposer l'individualisation ;
- la mise en place d'un système « dépendance » rendant obligatoire la souscription d'une assurance privée pour les personnes de plus de 50 ans,

qui ne relèveraient plus de la Sécurité sociale ;

- le budget de la sécurité sociale comportant « *de nombreuses mesures d'économie* » (AFP). Les remboursements des longues maladies à 100 % sont dans le collimateur ;
- la mise en place des rythmes scolaires ;
- la deuxième lecture de la réforme remettant en cause les communes et l'unité de la République ;
- et l'ensemble des mesures concernant l'immigration, le logement, les transports, la justice ;

Ce déferlement de mesures destructrices s'inscrit dans un cadre. On lit dans le journal *Le Monde* (20 août) : « *Le projet de budget pour 2011 constitue l'un des morceaux de choix de cette rentrée à risques. Parallèlement à la réforme des retraites qu'il espère faire voter, le gouvernement doit parachever sous la pression des marchés l'un des budgets les plus rigoureux de l'histoire. Pour que ses engagements européens soient respectés, le déficit public doit tomber de 8 % du PIB aujourd'hui à 6 % en 2011 puis être ramené à 3 % en 2013.* » On lit dans le journal *Les Échos* (20 août) : « *La pression est d'autant plus importante que la situation française reste surveillée par les marchés financiers. Mardi, l'agence Moody's a rappelé que la dégradation de la note française AAA (...) était « moins éloignée qu'auparavant » compte tenu des défis à relever pour ajuster ses dépenses publiques* ».

Ils osent le dire eux-mêmes : tout est dicté par la « pression des marchés ». Mais qu'est-ce que les marchés ? **Les marchés, c'est la classe capitaliste, ce sont les multinationales propriétaires des moyens de production, des usines, des machines. Les marchés, ce sont les grandes banques, les fonds de pension, les spéculateurs du monde entier.** Pour satisfaire à leurs besoins toujours plus pressants de stabilité pour leurs profits, il leur faut un budget de rigueur. Et ce budget de rigueur passera, pour satisfaire les marchés, par des centaines de milliers d'emplois supplémentaires supprimés dans les services publics ; par la fermeture par milliers des bureaux de poste, des écoles, des centres de sécurité sociale et hôpitaux ; par la liquidation des pans entiers de l'industrie réputés non rentables. Et par la remise en cause de tout ce qui fait le salaire, le paiement de la force de travail de la classe ouvrière. « Les marchés » exigent la baisse du

DÉCLARATION DU BUREAU NATIONAL DU PARTI OUVRIER INDÉPENDANT

salaire direct, par exemple par l'augmentation des cotisations retraite pour les fonctionnaires. Et aussi la baisse du salaire indirect par la remise en cause des retraites, de l'assurance maladie, de l'assurance chômage. Cela dans une situation dramatique où, 8 à 9 millions de français vivent en dessous du seuil de pauvreté, où des millions de logements font défaut, une situation dramatique où le taux de chômage des jeunes atteint et dépasse 50 % dans nombre de quartiers populaires.

Et ce gouvernement aux abois, assailli par les affaires, ose désigner telle ou telle catégorie de la population comme responsable de cette situation ! Une honte ! Non, les responsables, c'est la classe capitaliste. C'est le gouvernement au service des marchés. C'est l'Union européenne. Et c'est contre ces responsables, classe capitaliste, gouvernement, Union européenne que l'unité peut et doit se réaliser.

A la question : qui dirige ce pays ? Le POI répond : il est clair que ce sont les « marchés » qui gouvernent à travers ceux qui acceptent de se soumettre à leur volonté. La démocratie la plus élémentaire exigerait d'en finir avec cette dictature destructrice de la classe capitaliste, de l'Union européenne et du FMI dont le gouvernement Sarkozy-Fillon se fait l'instrument servile.

Le gouvernement le dit lui-même : de cette déferlante de destruction qui remet en cause tout ce qui a été acquis depuis des décennies, le point de départ sera la contre-réforme des retraites. Dès lors, les travailleurs le comprennent : l'épreuve de force qui se noue sur les retraites concentre tous les éléments de la situation. La masse de la classe ouvrière cherche à rassembler ses forces dans la lutte de classe pour contraindre le gouvernement à reculer.

Mais cela ne peut se réaliser que sur un seul terrain : **l'unité pour le retrait de la contre-réforme Fillon-Woerth.** En sens inverse de cette unité nécessaire, on a vu au mois de juillet, les députés du Parti socialiste, du Parti communiste, du Parti de gauche entrer dans une logique d'amendements du projet Woerth à l'Assemblée nationale. Comme si la contre-réforme des retraites pouvait, de quelque manière que ce soit, être amendée, être améliorée ! C'est l'inverse.

Cette contre-réforme remet en cause tous les aspects des retraites : le régime général, les régimes spéciaux, les régimes particuliers. Cette contre-réforme des retraites n'a aucune justification sinon la « pression des marchés ».

Dans tous les secteurs de la classe ouvrière, les travailleurs, chaque jour plus nombreux, formulent l'exigence :

Unité pour le retrait de la contre-réforme Woerth ! Unité, travailleurs et organisations, dans la lutte de classe, dans la grève pour contraindre le gouvernement à reculer.

Pour le Parti ouvrier indépendant, les choses sont claires. L'exigence la plus élémentaire ce n'est pas d'amender le projet Woerth, c'est de le rejeter. Et de combattre sans concession pour son retrait. Amender le projet Woerth, c'est aider le gouvernement Sarkozy à porter - sur les retraites et sur toute sa politique - les coups les plus brutaux contre la classe ouvrière et la démocratie.

Ni amendable, ni négociable. Retrait. Unité pour le retrait. Réaliser les conditions de l'unité dans la lutte de classe sur cette question, c'est créer les conditions pour porter un coup d'arrêt à la politique de misère, de chômage, et de réaction sur toute la ligne, d'un gouvernement livré à la « pression des marchés » et de l'Union européenne.

Paris,
le 21 août 2010

Je souhaite prendre contact avec le Parti ouvrier indépendant

Je souhaite adhérer au POI

Nom, Prénom :

Adresse :

Tél : Mail :